

problèmes

Éducation et décentralisation



N° 934 ● mars 2007

Bernard Toulemonde

Sommaire

Avant-propos (B. Toulemonde)

11

Un processus profondément engagé

Un processus progressif et inachevé

- 13 La tradition française : l'École est une « affaire d'État » (C. Lelièvre)
- 15 Décentralisation acte I : compétences partagées en matière scolaire (FSU)
- 18 Décentralisation acte II : poursuite des transferts mais réaffirmation du caractère national du service public de l'éducation (P.-L. Frier)
- 21 Une nouvelle vague de décentralisation en 2007 ? (S. Royal) (UMP)

Un processus controversé

- 23 Pourquoi il faut décentraliser : le point de vue du ministre (L. Ferry)
- 25 Décentraliser, pour quoi faire ? Un point de vue syndical (G. Aschieri, C. Dubot, P. Gonthier, B. Groseil, J.-L. Villeneuve)
- 28 Décentraliser autrement (Les Verts)
- 29 Pas de France sans une éducation nationale (F. Bayrou)
- 30 Une décentralisation « bureaucratique-libérale » (C. Laval)
- 32 Une chance pour l'École (V. Tournier)

Un processus original

- 34 Équilibrer décentralisation territoriale et décentralisation fonctionnelle (J. Simon)
- 35 Responsabilités de l'État et territoires (D. Mallet)
- 37 Une exception française ? (N. Mons)

Des résultats positifs

- 41 Un effort considérable des collectivités territoriales (M. Jeljoul, V. Viard)
- 43 Des compensations discutées (C. Bazy-Malaurie, M.-D. Périgord)
- 44 Un bilan positif... (AFAE)
- 45 ... mais un système complexe (A. Legrand)
- 48 Un enchevêtrement de co-responsabilités (L. Mallet)
- 50 Décentralisation et efficacité des systèmes éducatifs (N. Mons)

53

Les domaines de compétence en évolution

L'école primaire, une compétence communale ?

- 55 La contribution des communes au fonctionnement des écoles (J.-L. Gousseau)
- 56 La ville, un partenaire éducatif (DIV)
- 58 Vers un établissement public local d'enseignement primaire ? (B. Toulemonde)

L'enseignement supérieur en voie de décentralisation ?

- 60 Une « décentralisation contractuelle » (J.-L. Gousseau)
- 62 Le plan U3M : passer du quantitatif au qualitatif (X. Brivet)
- 63 La régionalisation des universités : un débat qui n'est pas nouveau (O. Schramek)
- 65 Les propositions de la Commission Mauroy
- 66 Mettre en œuvre l'autonomie financière (Institut Montaigne)

L'enseignement secondaire : un pilotage désormais partagé

La répartition générale des compétences

- 71 Transposition du modèle de l'école communale (M. Debène)
- 72 Des compétences en matière d'investissement et de fonctionnement pour les établissements secondaires (M. Debène)
- 75 Utilisation des locaux scolaires et activités complémentaires de l'enseignement (Code de l'éducation)
- 76 Une imbrication de compétences croisées, une collaboration étroite (B. Toulemonde)
- 78 Renforcer les pouvoirs des lycées (J.-P. Raffarin)

La formation professionnelle

- 79 Une confirmation du rôle de la région (P.-L. Frier)
- 81 L'impact des PRDF (Inspection générale de l'Éducation nationale)
- 83 Les options de positionnement des régions (Commissariat général du Plan)
- 84 Les écoles sanitaires et sociales : une « décentralisation retenue » (A. Gest)

La sectorisation des collèges

- 86 Une approche prudente des nouvelles compétences (*La Gazette*)
- 88 Exemples de mise en œuvre (*La Gazette*)

Le transfert des personnels TOS

- 90 Une mesure controversée au départ (F. Meyer, E. Mallet, M. Dorlac, S. Fagnard)
- 90 Un enjeu de gestion des ressources humaines (F. Meyer)
- 91 Un bilan globalement satisfaisant (É. Doligé)

Vers des politiques territoriales d'éducation ?

Du soutien multiforme à l'élaboration de politiques éducatives

- 95 Une nouvelle étape de la territorialisation de l'action éducative (D. Glasman)
- 99 Des régions qui revendiquent plus de pouvoirs (B. Perucca)
- 101 L'évolution des politiques éducatives des conseils généraux (Y. Dutercq)
- 105 Les prétentions régionales en matière d'orientation
(Agence Éducation Emploi Formation)
- 106 La région, « assembleur de la formation » (J. Auxiette)

La question du pilotage et de la régulation des politiques d'éducation

- 107 Une mise en question de la gouvernance nationale (Y. Dutercq)
- 109 Des instances locales de concertation ? (G. Marcou)
- 110 Les problèmes nouveaux de légitimité et de coordination (A. Van Zanten)
- 112 Qui doit réguler ? (Y. Dutercq)

115 Annexe

- 115 Liste des sigles

117 Bibliographie complémentaire

118 Rappel des références